

Arrêté complémentaire n° 122-22-20-021

**Société LISI AUTOMOTIVE NOMEL
Commune de La Ferté en Ouche (61550)**

Le Préfet

- Vu** la directive européenne n° 2000/60/UE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- Vu** la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 modifié relatif aux ateliers de traitement de surface (rubrique n°2562) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n°2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : « Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques no 4440, 4441 ou 4442 ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie en vigueur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 complété le 10 octobre 2007, 15 décembre 2009, 18 juillet 2011, 10 juillet 2013 et 24 septembre 2014 autorisant la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL à exploiter les installations classées de son établissement de La Ferté-Frênel implanté au lieu-dit « La Forêt du Château » sur la commune de la Ferté-en-Ouche ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 9 avril 2010 actant le changement de raison sociale de la SOCIETE ACUMENT LA FERTE FRESNEL au profit de la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL ;
- Vu** la proposition de modification des valeurs limites de rejet dans la Charentonne déposée par la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL le 18 novembre 2021 ;
- Vu** le décret du 12 janvier 2022, nommant Monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne,
- Vu** le décret du 17 août 2021, nommant Madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2022 donnant délégation de signature à Madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 décembre 2021 ;
- Vu** les observations de la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL formulées lors d'une réunion le 17 janvier 2022 ;

Considérant que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé prescrit que le rejet en sortie de station de traitement des effluents de l'installation de traitement de surfaces doit être compatible avec le milieu récepteur ;

Considérant que l'exploitant a procédé à l'installation d'un évapo-concentrateur, en septembre 2019, permettant de traiter une partie des effluents générés par les activités de traitement de surface, dans le but de réduire les flux rejetés au milieu naturel en zinc et nickel et de respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 modifié ;

Considérant que malgré les actions engagées, les rejets issus de la station de traitement physico-chimique ne permettent pas de garantir le maintien du bon état de la Charentonne fixé par le SDAGE en vigueur ;

Considérant que la société LISI Automotive Nomel ne doit pas contribuer à la dégradation du bon état écologique de la masse d'eau Charentonne, et étudier les possibilités de réductions des flux de certaines substances contenues dans ses rejets aqueux ;

Considérant que les normes de rejets définies dans l'arrêté du 1^{er} octobre 2003 peuvent dès à présent être adaptées pour améliorer l'impact des rejets de la société LISI Automotive Nomel sur le cours d'eau la Charentonne ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier et de compléter par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement susvisé, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux

articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur des modifications de prescriptions ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant la compatibilité des aménagements prévus avec les dispositions du SDAGE Seine-Normandie en vigueur ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

Considérant l'avis émis par l'inspection des installations classées ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Orne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Identification

La société LISI AUTOMOTIVE NOMEL, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Forêt du Château » à La Ferté en Ouche (61550), représentée par son directeur, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté complétant celles de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003, à poursuivre l'exploitation de son établissement de La Ferté-Frênel implanté au lieu-dit « La Forêt du Château » sur la commune de la Ferté en Ouche.

ARTICLE 2 : Articles modifiés

Article 2.1 : Le tableau de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 est remplacé par le tableau suivant :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE) ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Atelier de traitement de surfaces Ligne de zingage : 49,27 m ³ Ligne de phosphatation : 6,06 m ³ Volume total : 55,33 m³
2562-1	A	Bains de sels fondus (chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de) Le volume des bains étant : 1. Supérieur à 500 l	Atelier traitement thermique 4 lignes bainitiques (trempe de sel) + 1 évaporateur Volume : 29 m³
2560-B1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	Puissance totale : 1634 kW

Rubrique e ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
1414-3	DC	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Poste de remplissage des chariots
2561	DC	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Atelier Outillage : 2 fours thermiques électriques à creuset Atelier traitement thermique : 1 ligne de trempe à huile et 1 four électrique de revenu
2563-2	DC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	Lavage lessiviel Fabrication des rondelles et anneaux (machine WMV) : 3 000 litres Fabrication des écrous (machines 23 CABER et 231 OMSA) : 540 + 360 litres Traitement thermique : 2 000 litres Volume total : 5 900 litres
2564-1c	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	Machines de dégraissage Volume total : 1200 litres
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Puissance totale : 157 kW
2910-A	DC	Combustion – Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	La puissance thermique maximale est de 7,727 MW.
2925-1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	13 chargeurs utilisés pour les véhicules de manutention Puissance totale : 204 kW

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
4140-2	D	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente : 2 t
4440	D	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente : 4,7 t

(*) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique **3260** relative au traitement de surfaces et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM.

Rubrique IOTA	Classement (*)	Intitulé	Volume d'activité autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	La surface des bassins versants du site et de la station d'épuration est d'environ 7 ha

Article 2.2 : Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 septembre 2014 sont abrogées. Les prescriptions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 concernant les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires sont substituées par les prescriptions suivantes :

Eaux industrielles résiduaires

Les eaux industrielles résiduaires provenant des traitements de surface sont collectées et dirigées vers la station de détoxification des effluents de l'établissement avant rejet ou vers l'évapo-concentrateur.

Les eaux en provenance de l'unité d'ultrafiltration sont collectées séparément et orientées, pour y être traitées, vers la station biologique avant rejet.

Les ateliers de traitements thermiques ne doivent générer aucun flux de pollution, tous les effluents étant recyclés.

Point de rejet des eaux industrielles résiduaires issues de la station de détoxification

Les rejets s'effectuent dans la Charentonne dont les coordonnées géographiques en Lambert 93 sont X : 515556 - Y : 6864707.

La canalisation des rejets est commune avec celle des rejets de la station biologique. Il y a un seul point de rejet des eaux résiduaires qui est aménagé pour permettre un prélèvement aisé des échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure de débit.

Les ouvrages de rejet dans le milieu naturel sont conçus et réalisés de façon à assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et à limiter la perturbation du milieu aux abords du point de rejet.

En particulier, l'évacuation des eaux, après station de traitement, se fait par l'intermédiaire d'un bassin régulateur afin de lisser le rejet sur 24 heures.

Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaires

En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) :

- débit journalier maximal : 140 m³/j
- pH : compris entre 6,5 et 8,5
- température : inférieure à 30° C

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	25	3,500
DCO	200	28,000
P total	1	0,140
NGL	40	8,000
Nitrites	20	2,800
Nitrates	-	0,000
Ammonium (NH ₄ ⁺)	-	0,000
NKJ	-	0,000
Fer	3	0,420
Zinc	2	0,280
Nickel	0,1	0,014
Chrome total	0,18	0,020
Fluor	0,5	0,070
Trichlorométhane (chloroforme)	0,1	0,014
AOX	2,5	0,200

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas d'une auto-surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures journalières peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans en dépasser le double.

L'exploitant réalise une étude technico-économique afin de proposer des mesures de réduction des flux polluants de ses rejets d'eaux résiduaires dans la Charentonne, pour les rendre compatibles avec les objectifs de bon état écologique de la masse d'eau.

Paramètre
Zinc
Nickel
Chrome
Chloroforme
NH ₄ ⁺
NO ₂ ⁻
NO ₃ ⁻
Azote Kjeldahl
Azote global

Cette étude positionne les niveaux d'émissions des installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD), en particulier les techniques « zéro rejet », inclut une analyse comparative avec les modes de traitement alternatif des rejets aqueux et analyse les possibilités de réduction de la teneur des différents polluants.

L'exploitant remet cette étude avant le 1^{er} mars 2023.

Article 2.3 : Les prescriptions de l'article 14.8 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 concernant la surveillance des rejets de la station de traitement physico-chimique sont substituées par les prescriptions suivantes :

Contrôles de la qualité des rejets - Station de traitement physico-chimique

Avant que les rejets d'effluents issus de la station de détoxication ne soient mélangés à d'autres effluents, et avant rejets dans la Charentonne, des contrôles de la qualité des effluents traités sont réalisés par l'exploitant en sortie de la station de traitement. Les prélèvements sont asservis au débit et opérés de telle sorte que les échantillons analysés soient des échantillons moyens sur 24 heures. Les analyses et mesures des eaux prélevées sont effectuées dans les conditions suivantes :

Paramètres	Fréquences de mesures
pH	continue
Température	continue
Débit	continue
Zinc	journalière
DCO	hebdomadaire
N global (NGL)	hebdomadaire
Nitrites	hebdomadaire
Nitrates	hebdomadaire
Ammonium (NH ₄ ⁺)	hebdomadaire
Azote Kjeldahl (NTK)	hebdomadaire
Fer	hebdomadaire
Nickel	hebdomadaire
Chrome total	hebdomadaire
Phosphore total	trimestrielle
MES	trimestrielle
Chloroforme	trimestrielle
AOX	trimestrielle
Fluor	trimestrielle

Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance accompagnés de commentaires est adressée mensuellement à l'Inspection des installations classées.

Au moins une fois par trimestre, les mesures sont effectuées par un organisme agréé. Les analyses sont communiquées à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

ARTICLE 3 : Article ajouté

Article 3.1 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

Dans l'attente de l'atteinte des valeurs d'émission cibles permettant la mise en compatibilité des rejets avec les objectifs de bon état écologique de la masse d'eau la Charentonne, l'exploitant met en place, au plus tard dans les 3 mois suivant la date de notification du présent arrêté, une surveillance du milieu récepteur, réalisée comme suit :

- Surveillance des eaux de surface

Pour la surveillance des eaux de surface, l'exploitant identifie des points de prélèvement en amont et en aval de son rejet. Le point aval est situé en dehors de la zone de mélange entre ses effluents et les eaux du milieu naturel et éloigné au plus d'une distance égale à dix fois la largeur du cours d'eau.

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Fréquence
Débit instantané	1420	Ponctuel	Mensuelle
T°	1301		
Conductivité	1303		
O ₂ dissout	1311		
pH	1302		
Zinc	1383		
Nickel	1386		
Chrome	1389		
Ammonium	1335		
Azote nitreux	1339		
Azote nitrique	1340		
Azote Kjeldahl	1319		
Azote global	1551		

L'exploitant choisit un jour concomitant avec l'autosurveillance de ses rejets pour réaliser ces prélèvements.

- Surveillance du biotope

Les paramètres biologiques à mesurer sont les suivants :

Paramètre	Indice	Norme
Diatomées	IBD	NFT 90-354
Invertébrés	I2M2 et ses métriques	NFT 90-333 et XPT 90-388

Paramètre	Indice	Norme
Oligochètes	IOBS	NFT 90-393

Les paramètres biologiques font l'objet d'une surveillance annuelle en période d'étiage, de préférence en période estivale, et en conditions hydrologiques stables.

- Modalités de surveillance du milieu aquatique

Condition de réalisation des prélèvements et analyses

Les échantillons destinés aux analyses physico-chimiques, sont constitués à partir de prélèvements ponctuels. Les prélèvements sont réalisés par un organisme sous accréditation COFRAC. Les analyses sont réalisées par un organisme sous accréditation COFRAC ou agréé par le Ministère de l'environnement.

Restitution des résultats

L'exploitant adresse un rapport annuel à l'inspection des installations classées dans lequel sont reportés :

- la carte de situation des lieux de prélèvements ;
- les dates de prélèvements ;
- les conditions météorologiques ;
- les résultats des suivis milieu réalisés (concentrations, flux, ...) et les interprétations afférentes (classement par rapport à la qualification de l'état écologique de la masse d'eau) ;
- les indices biologiques calculés à l'aide des derniers scripts en vigueur sur <http://www.seee.eaufrance.fr/> ;
- les données biologiques au format des standards d'échange de l'OFB <https://professionnels.ofb.fr/node/393> ;
- l'évaluation de la classe de qualité par paramètre, par indice et au global ;
- les conclusions sur la compatibilité du rejet avec le bon état du milieu récepteur.

Bilan après 2 ans de surveillance

L'exploitant adresse au préfet un dossier faisant le bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau dans laquelle se font les rejets de LISI AUTOMOTIVE NOMEL.

Ce dossier fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentrations dans les rejets, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations) et les conditions d'évolution de ces rejets avec les possibilités de réduction déjà mises en œuvre ou projetées suivant l'échéancier en lien avec les propositions retenues dans l'étude technico-économique.

Il étudie également la nécessité de poursuite du suivi du milieu aquatique.

Le premier bilan concernant les rejets aqueux dans le milieu naturel est attendu pour le 1^{er} juin 2024.

ARTICLE 4 : Délai et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Caen :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

En application de l'article R.414-6 du code de la justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens, accessible via le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de La Ferté en Ouche et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché dans les mêmes mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL.

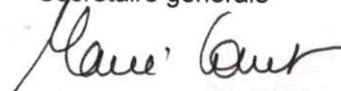
ARTICLE 6 : Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune de La Ferté en Ouche, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le

59 MARS 2022

Pour le Préfet,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Marie CORNET